

Etude régionale du CGAP sur les bailleurs de fonds en Afrique subsaharienne, 2007

Afin de mieux appréhender les activités des bailleurs de fonds, le CGAP a commencé en 2005 à effectuer une étude annuelle des bailleurs de fonds qui opèrent en Afrique pour accroître l'accès aux services financiers. En 2007, 40 bailleurs de fonds ont fourni des informations sur leurs projets, leurs activités dans chaque pays et leurs instruments de financement. Le présent rapport récapitule les résultats de cette étude.

Aperçu

Malgré une légère diminution de l'aide publique au développement (APD) à l'échelle mondiale annoncée pour 2007, l'Afrique subsaharienne continue à retenir l'attention des bailleurs de fonds et l'aide continue d'y augmenter¹.

Seulement un ménage sur cinq a accès aux services financiers en Afrique. Il reste des défis à relever, mais le secteur de la microfinance évolue rapidement et de nouveaux bailleurs de fonds, notamment les fondations privées et les Véhicules d'Investissement en Microfinance soutiennent les projets visant à accroître l'accès aux services financiers.

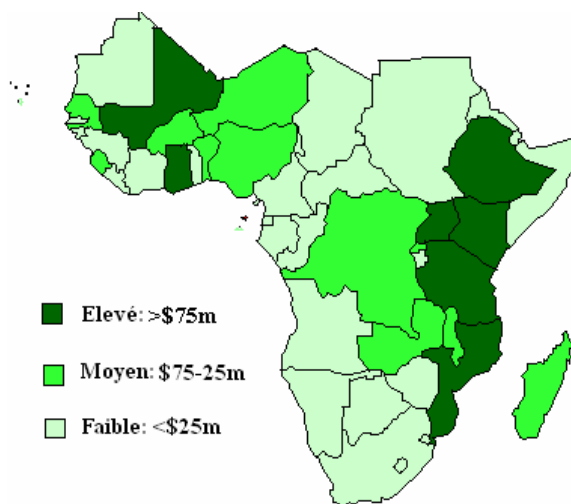
En 2007, le montant total des engagements des bailleurs de fonds se chiffrait à 1,76 milliards de dollars, couvrant 716 projets dans 48 pays d'Afrique subsaharienne. Entre 2006 et 2007, les engagements ont diminué de 12 pour cent mais le nombre de projets a augmenté de 61 pour cent². Les fonds proviennent de sources diverses, mais il s'agit essentiellement d'entités non commerciales utilisant des fonds publics. En revanche, il ressort d'une autre enquête réalisée par le CGAP sur les Véhicules d'Investissement en Microfinance (VIM)³—des fonds privés à caractère plus commercial— que ces fonds n'ont investi que 69 millions de dollars en Afrique subsaharienne⁴ en 2006, contre un montant total de 2,7 milliards de dollars à l'échelle mondiale.

Financement par région

Le financement est fortement concentré en Afrique de l'Est et dans certains pays d'Afrique de l'Ouest (Figure 1), l'Ouganda bénéficiant du plus grand nombre de projets pour favoriser l'accès aux services financiers (62).

Le financement est moins concentré en Afrique centrale et australe. On note également que les bailleurs de fonds investissent dans des initiatives régionales ne ciblant pas de pays particuliers. Ces projets régionaux ne représentent cependant que 12 pour cent du total des engagements (\$210 millions).

Figure 1: Montant des engagements par pays (dollars)



Pour les données par pays en Afrique subsaharienne, consulter la carte interactive de l'étude régionale 2007 du CGAP sur les bailleurs de fonds en cliquant (CTRL + cliquer) sur la carte ci-dessus ou sur <http://maps.google.com/maps/ms?ie=UTF8&hl=en&msa=0&msid=103584796392198234533.00044190cfd3c3b9147a4&z=3>

¹ Finance & Development, décembre 2007, "Changing Aid Landscape", p. 20-21.

² Voir page 8 pour la méthodologie de l'étude régionale du CGAP sur les bailleurs de fonds.

³ Voir page 8 pour la définition complète des VIM.

⁴ À l'exclusion des fonds suivants : Oikocredit, Fonds Triodos Faire Share, Fonds Triodos DOEN et Fonds Hivos Triodos.

Etude régionale du CGAP sur les bailleurs de fonds en Afrique subsaharienne, 2007

Sept pays (Ghana, Ouganda, Kenya, Tanzanie, Ethiopie, Mali et Mozambique) ont reçu près de 50% du montant total des engagements, tandis que les vingt pays ayant reçu le moins de financement ne se partagent que 3% du total (figure 2).

Plus de la moitié des pays ayant reçu le plus de financement appartient au groupe des pays les moins avancés (PMA), mais 60% des pays ayant reçu le moins de financement appartient également à ce groupe.

Il est à noter que depuis 2006 les pays à revenu intermédiaire figurent parmi ceux qui reçoivent le moins de financement. Cela tient probablement au fait que les bailleurs de fonds ont tendance à privilégier les pays les moins avancés. Le classement des pays par niveau de revenu ne reflète cependant pas forcément les problèmes et les vulnérabilités de certains segments de clients dans ces pays à revenu intermédiaire.

Figure 2 : Niveau de financement par pays⁵

Niveau élevé (≥ 75 millions de dollars)	RNB par habitant Méthode Atlas (dollars courants)	Niveau moyen (25 – 74 millions de dollars)	RNB par habitant Méthode Atlas (dollars courants)	Niveau faible (≤ 24 millions de dollars)	RNB par habitant Méthode Atlas (dollars courants)
Ghana	520	Nigeria	640	Niger *	260
Ouganda *	300	Madagascar *	280	Afrique du Sud ●	5390
Kenya	580	Bénin *	540	Cameroun *, ●	1080
Tanzanie	350	Sénégal *	750	Togo *	350
Ethiopie *	180	Zambie *	630	Tchad *	480
Mali *	440	Rwanda *	250	Angola ●	1980
Mozambique *	340	RDC *	130	Guinée *	410
		Malawi *	170	Soudan *	810
		Burkina Faso *	460	Mauritanie *	740
		Sierra Leone *	240	Burundi *	100
				Gambie *	310
				Comores *	660
				Congo ●	950
				Zimbabwe	340
				Cap Vert *, ●	2130
				République Centrafricaine *	360
				Somalie *	N/A
				Namibie ●	3230
				Gabon ●	5000
				Guinée Equatoriale *, ●	8250
				Djibouti ●	1060
				Erythrée *	200
				Guinée Bissau *	190
				Liberia *	140
				Ile Maurice ●	5450
				Côte d'Ivoire	870
				Swaziland ●	2430
				Sao Tome et Principe *	780
				Lesotho *, ●	1030
				Seychelles ●	8650
				Botswana ●	5900

* Pays les moins avancés, tels que définis par les Nations Unies (voir méthodologie, page 8)

● Pays à revenu intermédiaire, tels que définis par la Banque mondiale (voir méthodologie, page 8)

⁵ Pour chaque catégorie, les pays sont classés par ordre décroissant sur la base de l'information fournie par les bailleurs de fonds ayant participé à l'étude.

Etude régionale du CGAP sur les bailleurs de fonds en Afrique subsaharienne, 2007

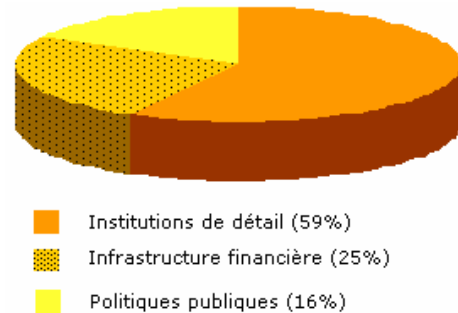
Projets par niveau d'activité du système financier

Les projets pour favoriser l'accès aux services financiers se répartissent en trois types d'activités :

- **Les projets d'aide aux établissements de détail** (59%) fournissent un appui à un large éventail d'institutions financières et non financières.
- **Les projets de renforcement de l'infrastructure financière** (25%) portent sur l'infrastructure et les services marchands localement disponibles : cabinets d'audit, agences de notation, réseaux et associations, centrales de risques, systèmes de transfert de fonds et de paiement, prestataires de services informatiques et techniques.
- **Les projets relatifs aux politiques publiques** (16%) fournissent un appui en matière de politiques et systèmes publics, en ce qui concerne notamment la législation et la réglementation ainsi que les organismes chargés de veiller à leur application, tels que les organes de supervision bancaire.

Figure 3 : Projets par niveau d'activité

% basé sur le nombre de projets



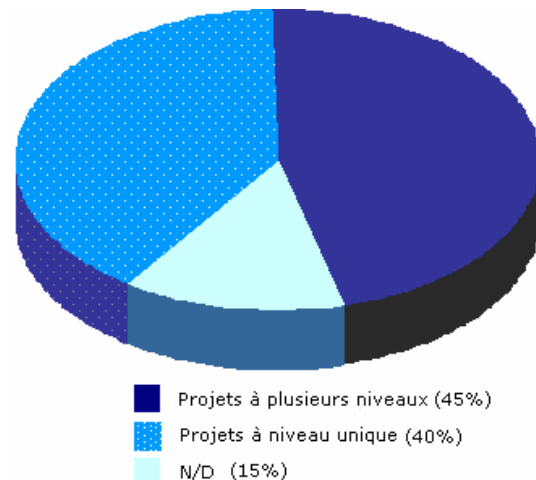
Quarante pour cent des fonds engagés (\$704 millions) sont assignés à un seul niveau du système financier, bien qu'ils représentent 69 pour cent du nombre de projets (495 projets sur 716), à raison de 1,4 millions de dollars en moyenne par projet. Ces projets peuvent être considérés comme des **projets à niveau unique**. Cependant, 45 pour cent des fonds engagés (\$790 millions) sont affectés à plusieurs niveaux du système financier. Ces **projets à plusieurs niveaux** (voir encadré 1) représentent 16 pour cent du nombre de projets (117 projets sur 716), à raison de 6,8 millions de dollars en moyenne par projet. (Figure 4.)

**Encadré 1 : Projet à plusieurs niveaux :
Renforcement des capacités de la microfinance
au Burundi**

Lancé en 2004 par le PNUD et le Ministère des Finances, ce projet comprend quatre volets : 1) l'assistance directe à trois IMF qui présentent un fort potentiel et desservent une clientèle à faible revenu, 2) le renforcement des capacités et la formation du secteur de la microfinance, 3) l'appui au gouvernement pour les questions de politiques publiques, la coordination sectorielle et le dialogue entre les différents acteurs, et 4) l'appui institutionnel à la banque centrale (BRB) pour créer un cadre de réglementation et de supervision favorable. L'exécution du projet a été assurée conjointement par le FENU (composantes 1 et 2) et l'OIT (composantes 3 et 4).

Figure 4 : Financement par type de projet

% basé sur le montant des engagements



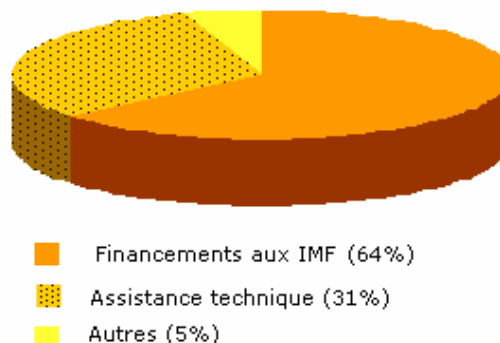
Etude régionale du CGAP sur les bailleurs de fonds en Afrique subsaharienne, 2007

Projets d'aide aux établissements de détail

564 projets fournissent un appui aux établissements de détail – soit à un seul niveau soit dans le cadre de projets à plusieurs niveaux. Voir l'encadré 2.

Parmi ces projets, 64 pour cent octroient des financements aux IMF sous forme de dotation en capital et de prêts et 31 pour cent fournissent une assistance technique à travers des subventions. Voir la figure 5.

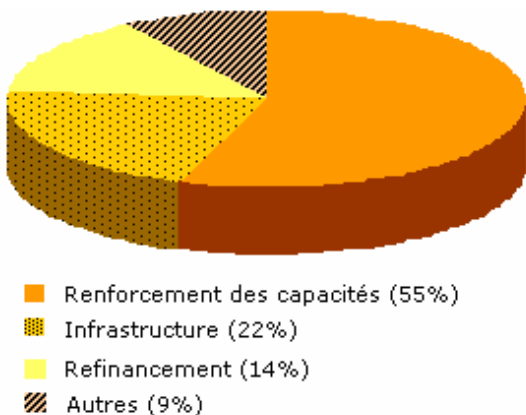
Figure 5 : Projets d'aide aux établissements de détail
% basé sur le nombre de projets



Encadré 2 : Financement pour les institutions de détail : Initiative pour la microfinance en Afrique subsaharienne (MIFSSA)

L'initiative MIFSSA a été lancée en 2007 par la SFI en collaboration et cofinancée par KfW. Il s'agit d'un programme d'investissement et d'assistance technique destiné à accélérer l'expansion d'une offre durable de services de microfinance pour les microentrepreneurs à faible revenu en Afrique subsaharienne. Le programme fournit des ressources financières et une assistance technique pour aider à mettre en place jusqu'à sept nouvelles institutions de microfinance entièrement dirigées par des spécialistes dans cinq pays d'Afrique subsaharienne (Sénégal, Ghana, Rwanda, RDC et Sierra Léone).

Figure 6: Projets d'infrastructure financière
% basé sur le nombre de projets



Projets de renforcement de l'infrastructure financière

239 projets visent à renforcer l'infrastructure financière, soit à un seul niveau soit dans le cadre de projets à plusieurs niveaux. Voir l'encadré 3.

Ces projets se répartissent comme suit : a) activités de renforcement des capacités (55%), telles que cours de formation des formateurs, audits, SIG et notation des IMF ; b) infrastructure (22%), sous la forme d'appui aux systèmes de paiement, aux centrales de risques et aux normes comptables ; et c) refinancement des IMF par le biais de structures faitières ou d'établissements bancaires (14%). Voir la figure 6.

Encadré 3 : Financement pour renforcer l'infrastructure financière : Relier les systèmes de paiement des banques et des prestataires de services, Rwanda

En 2004, FIRST a lancé un projet visant à moderniser le système de paiement des banques au Rwanda. Le principal objectif était de permettre aux banques de devenir l'intermédiaire officiel entre le client et le prestataire de services en créant une connexion automatique entre le système de paiement des banques et le système de facturation des prestataires de services.

Etude régionale du CGAP sur les bailleurs de fonds en Afrique subsaharienne, 2007

Projets d'appui aux politiques publiques

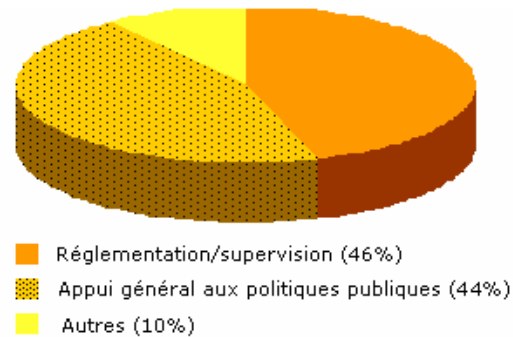
158 projets appuient les réformes, soit à un seul niveau soit dans le cadre de projets à plusieurs niveaux. Voir l'Encadré 4.

Ces projets se répartissent à parts égales entre les activités de réglementation/supervision (46%) et les questions de politiques publiques plus générales (44%), telles que le régime des taux d'intérêt, les questions fiscales et les stratégies nationales (figure 7).

Les bailleurs de fonds ont tendance à collaborer à ce niveau car les projets sont généralement de grande taille et cela leur permet de mettre en commun leurs ressources, de fournir une expertise spécialisée et de réaliser des économies d'échelle. Soixante-dix pour cent de ces projets sont financés par au moins deux bailleurs de fonds, qui sont essentiellement des organisations multilatérales et bilatérales.

Figure 7 : Projets d'appui aux politiques publiques

% basé sur le nombre de projets



Encadré 4 : Financement pour les politiques publiques: Programme de développement du secteur financier, Zambie

En 2005, DFID a lancé une initiative d'appui au Programme de développement du secteur financier, en collaboration et cofinancée par SIDA. L'objectif du projet était de mettre en place un cadre favorisant une croissance favorable aux pauvres et tirée par le secteur privé, en particulier dans l'agriculture. Pendant plus de deux ans, les deux bailleurs de fonds ont appuyé, à travers une assistance technique et des subventions, un programme de réforme du secteur financier, adhérent par la Zambie et mené sous sa direction. Ceci a permis d'accroître l'information et les études pour influencer et informer les secteurs public et privé.

Projets par type de bailleur de fonds

Les VIM, les ONG internationales, les institutions de financement du développement (IFD) et les fondations privées sont les principaux bailleurs de fonds des établissements de détail.

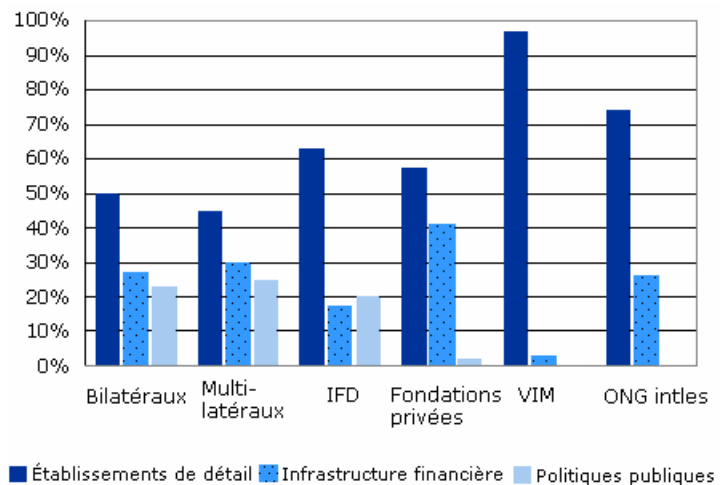
Les projets d'infrastructure financière sont principalement soutenus par les fondations privées, les organisations multilatérales et bilatérales et les ONG internationales.

Les organisations multilatérales et bilatérales, ainsi que les IFD, sont les principales sources de financement des projets de politiques publiques.

La figure 8 indique l'affectation des ressources par les différents types de bailleurs de fonds.

Figure 8: Projets par type de bailleur de fonds

% basé sur le nombre de projets



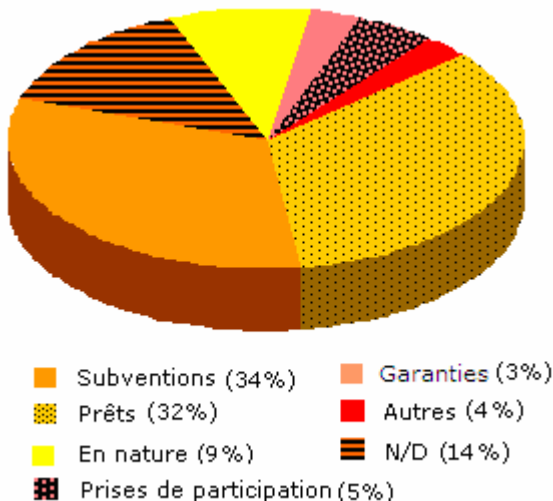
Etude régionale du CGAP sur les bailleurs de fonds en Afrique subsaharienne, 2007

Financement par type d'instrument financier

Si les bailleurs de fonds utilisent de nombreux instruments, ils privilégient les subventions (34%) et les prêts (32%). Les subventions proviennent pour l'essentiel d'organisations bilatérales et d'ONG internationales, tandis que les prêts sont principalement octroyés par les IFD, les VIM, les fondations privées, les organisations multilatérales et les ONG internationales.

Les apports en nature (9%) sont généralement assortis d'un prêt ou d'une subvention. Les prises de participation (5%) et les garanties (3%) sont fournies en grande partie par les IFD (figure 9).

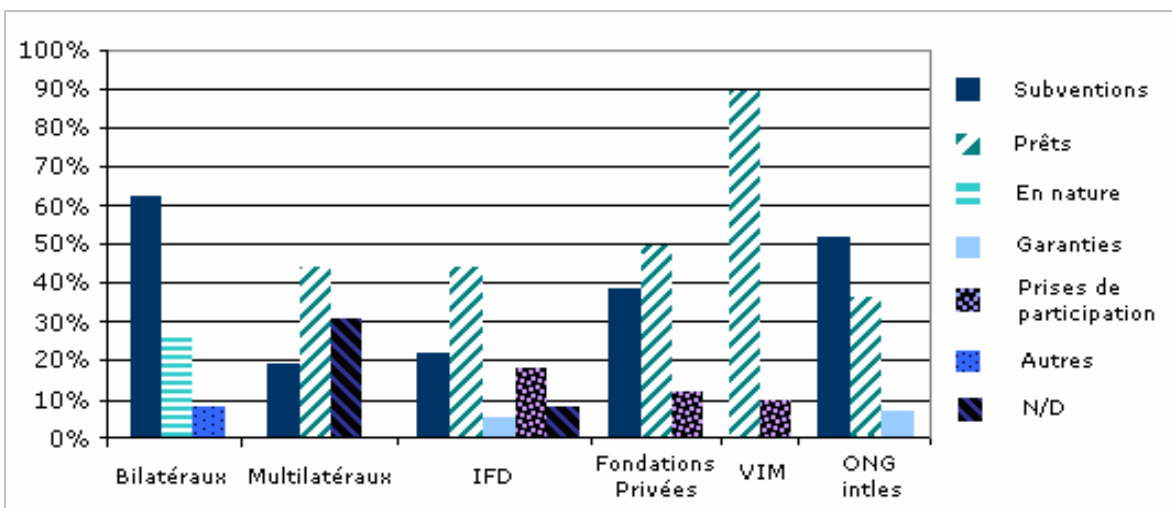
Figure 9 : Instruments de financement
% basé sur le montant des engagements



Les bailleurs de fonds doivent faire preuve de souplesse pour utiliser différents instruments de financement adaptés à la situation en fonction des activités, de l'objectif général du projet, de leur avantage comparatif, les conditions en vigueur dans le pays, d'autres acteurs en présence, etc.

Les IFD, les organisations bilatérales, et les ONG internationales utilisent en général un large éventail d'instruments (figure 10) qui offrent la souplesse nécessaire pour travailler avec le secteur privé. Les VIM, qui financent avant tout les établissements de détail, sont actuellement concentrés dans les instruments de prêt, avec peu de prises de participation.

Figure 10 : Instruments de financement
% basé sur le montant des engagements



Note : Les instruments représentant moins de 5% du total n'apparaissent pas

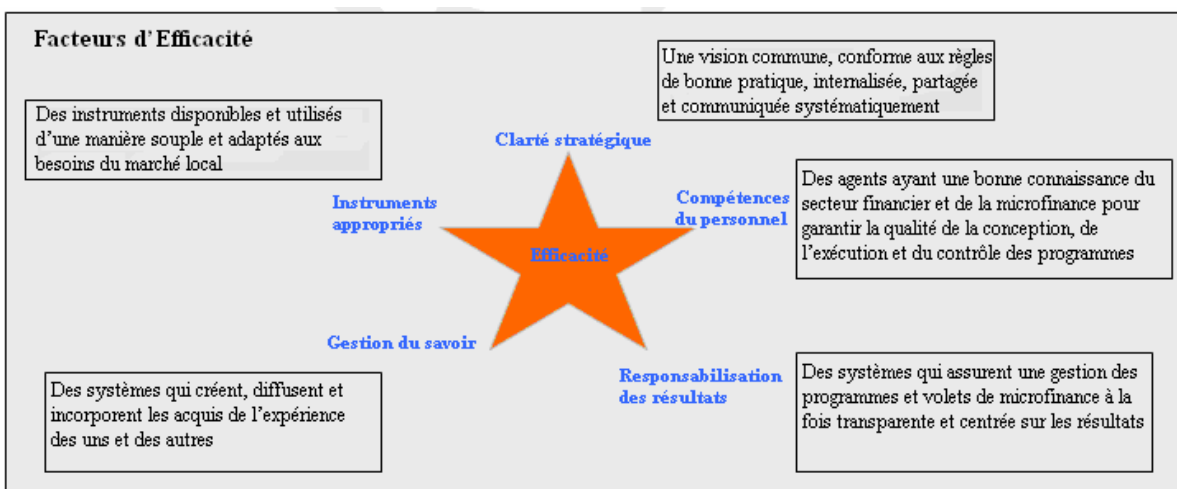
Etude régionale du CGAP sur les bailleurs de fonds en Afrique subsaharienne, 2007

Maximiser l'efficacité des bailleurs de fonds pour favoriser l'accès aux services financiers en Afrique subsaharienne

Les ressources financières augmentent en Afrique subsaharienne et les projets sont de plus en plus complexes et interdépendants (multiples bailleurs de fonds et multiples pays).

Le succès et l'impact des projets de microfinance dépendent de nombreux facteurs. Si les bailleurs de fonds peuvent influencer certains facteurs, d'autres facteurs sont indépendants de leur volonté (situation politique du pays, crise socioéconomique, etc.). Un bailleur de fonds peut cependant influencer la façon dont il travaille—par exemple, le mode d'affectation de son personnel et de ses instruments, ou le mode de collaboration avec d'autres bailleurs de fonds. Avant de lancer un nouveau projet, les bailleurs de fonds devraient consulter ceux qui opèrent déjà dans le pays afin de déterminer les besoins prioritaires et les domaines dans lesquels ils peuvent apporter le plus.

Cinq éléments (voir le tableau ci-dessous) peuvent aider les bailleurs de fonds à analyser leurs points forts et leurs points faibles, et déterminer leur avantage comparatif par rapport aux autres bailleurs de fonds. L'instrument STAR est un mécanisme d'auto-évaluation facile à utiliser par un bailleur de fonds ou un groupe de bailleurs de fonds : <http://cgap.org/direct/docs/StarTool.pdf>.



Méthodologie

Participants à l'étude 2007

ACDI, AECl, AFD, BAD, Banque mondiale (BIRD, IDA), BEI, CGAP, Communauté européenne, DFID, « Dutch Platform » (MAE Pays-Bas, FMO, Fondation DOEN, Fondation Rabobank, Fonds Triodos DOEN, Oikocredit, Fonds Triodos Fair Share, Cordaid, ICCO, Oxfam Novib, HIVOS, Fonds Hivos Triodos), FCSS (Fonds de contrepartie sénégal-suisse), Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU), FIDA, FIRST, FMI, Fondation Bill et Melinda Gates, GTZ, JBIC, KfW, SFI, Luxembourg Development Cooperation, MCC, MAE Finlande, MAE France, NORAD, OIT, Direction du développement et de la coopération suisse (SCD), Agence suédoise de développement international (SIDA) et USAID.



Etude régionale du CGAP sur les bailleurs de fonds en Afrique subsaharienne, 2007

Données

Le nombre de participants a augmenté de 16 à 40 entre 2006 et 2007. Afin de comparer les résultats des études 2006 et 2007, seuls les bailleurs de fonds ayant répondu au questionnaire les deux années ont été inclus dans l'échantillon. Seize bailleurs de fonds ont participé aux deux enquêtes : BAD, AFD, ACDI, DFID, Dutch Platform, BEI, CGAP, Communauté européenne, FIRST, FIDA, SFI, KfW, MCC, SIDA, FENU/PNUD, USAID, Banque mondiale (BIRD, IDA).

Catégories de bailleurs de fonds

Organisations bilatérales : ACDI, DFID, MAE Pays-Bas, FCSS, GTZ, Luxembourg Development Cooperation, MCC, MAE Finlande, MAE France, NORAD, SDC, SIDA, USAID.

Organisations multilatérales : BAD, CGAP, Communauté européenne, FIRST, FIDA, OIT, FMI, FENU, Banque mondiale (BIRD et IDA).

Institutions de financement du développement (IFD) : AECI, AFD, FMO, BEI, KfW, SFI, JBIC.

Fondations privées : Fondation DOEN, Fondation Rabobank, Fondation Bill et Melinda Gates.

Véhicules d'investissement en microfinance (VIM) : Oikocredit, Fonds Triodos Fair Share, Fonds Triodos DOEN, Fonds Hivos Triodos.

ONG internationales : Cordaid, ICCO, Oxfam Novib, HIVOS.

Terminologie

Les engagements de financement sont les fonds affectés à un projet particulier mais non décaissés (pour la durée du projet).

Pays les moins avancés : Selon la classification de l'ONU, les pays les moins avancés sont les pays qui présentent les indices de développement humain les plus faibles, en termes socioéconomiques. (Source : Bureau du Haut Représentant pour les Pays les Moins Avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, Critères d'identification des Pays les moins avancés, 2008 : <http://www.un.org/special-rep/ohrls/ldc/ldc%20criteria.htm>)

Pays à revenu intermédiaire : Les pays sont classés en fonction du RNB par habitant en 2006, calculé selon la méthode Atlas de la Banque mondiale. Les catégories sont les suivantes : pays à faible revenu : 905 dollars au plus ; pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure : 906 à 3 595 dollars ; pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure : 3 596 à 11 115 dollars ; et pays à revenu élevé : 11 116 dollars au moins. (Source : Banque mondiale, Classification des pays, 2008 : <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/DATASTATISTICS/0,,contentMDK:20420458~menuPK:64133156~pagePK:64133150~piPK:64133175~theSitePK:239419,00.html>)

Véhicule d'investissement en microfinance : Fonds de placement dont l'objectif et le mandat sont centrés sur la microfinance. Ces fonds sont soit autogérés soit gérés par une société de gestion des placements ou un fonds fiduciaire. Ils reçoivent des apports de fonds des investisseurs à travers l'émission d'actions, d'unités, d'obligations ou d'autres instruments financiers. Ils accordent des prêts, fournissent des fonds propres ou bien accordent des garanties aux IMF et aux intermédiaires financiers non spécialisés.

Références

CGAP. « Elements of Donor Effectiveness in Microfinance: Policy Implications. » Washington : CGAP, 2004. http://www.cgap.org/docs/PeerReview_policy_070604.pdf.

CGAP. « Good Practice Guidelines for Funders of Microfinance. » Washington : CGAP, 2006. <http://www.cgap.org/docs/donorguidelines.pdf>